

## SAMIR AMIN

### L'histoire : un éternel recommencement ?

#### A propos de Re-orient ( A.G. Frank)

##### I. Les thèses d'André Gunder Frank

1. Dans son dernier ouvrage (*Re-Orient, Global Economy in the Asian Age*) André Gunder Frank reprend, pour l'approfondir, la thèse dont il avait amorcé l'exposé dans son ouvrage précédant édité en collaboration avec Barry Gills (*The World System : Five Hundred years or five thousand ?* 1993) plaçant ici l'accent sur les temps modernes (de 1500 à nos jours). La thèse se résume en trois propositions fondamentales : (i) que l'histoire est depuis les origines celle d'un système qui aurait toujours été mondial, au sens que l'évolution des différentes régions qui la composent n'est jamais produite par le jeu de forces internes propres aux sociétés considérées mais par celui des forces opérant à l'échelle du système global ; et qu'en conséquence toute tentative de faire l'histoire d'une région du monde (l'Europe, la Chine ou toute autre région) ne peut être qu'illusoire, puisqu'il n'y a qu'une seule histoire, celle du système mondial ; (ii) que ce système mondial est fondamentalement le même depuis toujours, qu'en conséquence les coupures (comme 1500 et 1800) n'existent pas et que la tentative de repérer des phases qualitativement différentes, fondées par exemple sur la reconnaissance de modes de production successifs, est, de ce fait, trompeuse ; (iii) que cette histoire mondiale se développe sur le mode cyclique depuis les origines.

Sur ce fond de principes fondamentaux A. G. Frank greffe un ensemble de considérations concernant la position relative de l'Europe et de l'Asie dans les temps modernes. Frank affirme ici : (i) que la position de l'Asie (Chine, Inde, Moyen Orient) avait été dominante jusque vers 1800 et que ce n'est qu'après cette date que l'Europe (et les Etats Unis) a commencé à affirmer sa supériorité économique, politique et militaire ; (ii) que la montée de l'Occident ne s'explique pas par la construction par celui-ci d'un système monde nouveau parti à la conquête du globe (comme l'affirmerait, selon A. G. Frank, la thèse de l'économie monde) mais par la participation de l'Europe au système monde tel qu'il était (centré sur l'Asie) ; que l'Occident, à travers cette participation a bénéficié de la crise de l'Asie dominante pour prendre la place de celle-ci pendant les deux siècles qui ont suivi (de 1800 à nos jours) ; (iii) que nous assistons à l'heure actuelle à la répétition du même scénario opérant cette fois en sens inverse au profit de l'Asie qui, par sa participation au système mondial, bénéficie de la crise de l'Occident et sans doute reprendra la place dominante qui avait été la sienne dans le système mondial avant 1800, bouclant ainsi le cycle.

A. G. Frank affirme également que toutes les tentatives d'une construction théorique qui refuserait les trois principes fondamentaux mentionnés plus haut sont nécessairement eurocentriques, qu'il s'agisse des thèses de Marx (et plus modestement de Samir Amin), de l'économie monde (Immanuel Wallerstein et autres), de Weber, Sombart, Polanyi, Edward Saïd, Bernal et *tutti quanti*.

L'affirmation par A. G. Frank des thèses fondamentales rappelées plus haut est elle-même résumée par leur auteur d'une manière saisissante :

« *The rise of the West, the development of capitalism, the hegemony of Europe, the rise and fall of great powers ... the East Asian miracle ... none of these were caused only or even primarily through the structure of interaction of forces "internal" to any of the above. All of them were part and parcel of the structure and development of a single world economic system...* » (page 4).

Et, pour préciser qu'il s'agit bien du même système mondial identique à lui-même, il écrit :

« *The modern capitalism world system was not the reinvention but the continuation of Abu Lughod's version of the same world system already in existence since at least 1250 ... then why not still earlier?* » (page 19).

Comme il ajoute :

«*The focus on modes of production only diverts our attention from the much more importantly defining world system*» (page 24).

Il s'agit donc bien d'un système identique à lui-même pour l'essentiel, n'ayant subi aucune transformation qualitative :

« *There was no unilinear progression from one mode of production to another, but all manner of relations of production were and remain widely intermingled even within any one society, not to mention world society as a whole* » (page 331).

A. G. Frank précise d'ailleurs que les discussions portant sur la nature des systèmes (féodaux, capitalistes) sont des débats creux (« *empty debates* » , page 336) parce que la réalité est que l'histoire est continue (« *continuity in history, not discontinuity* » page 342).

Cette continuité, affirmée de la sorte, n'est en fait troublée que par la forme cyclique qu'elle épouse, et que A. G. Frank justifie en termes philosophiques généraux :

« *cyclical motion seems to be a universal fact of existence, life and being ...* » (page 347).

2. Ces thèses sont, à mon avis, non seulement fausses, mais encore stérilisantes à l'extrême. En les adoptant on s'interdit à l'avance d'analyser la spécificité des modes d'organisation de la société, on renonce à se poser quantité de questions comme toutes celles qui concernent le fonctionnement des articulations qu'entretiennent entre elles les différentes faces de la société sociale (la vie économique, le système des pouvoirs sociaux et politiques etc.). Ce qui résulte est une vision aplatie de l'histoire, où n'existe plus que des faits juxtaposés les uns aux autres.

L'ouvrage d'A. G. Frank est un bel exemple, hélas, de ce genre d'histoire plate. Le « système mondial » qu'il décrit est en fait réduit à un réseau d'échanges inter-régionaux. La composition et le volume de ces échanges sont alors déterminés par la « compétitivité relative » des producteurs, laquelle est directement commandée par la combinaison plus ou moins efficace de ressources naturelles, de travail humain et de technologies mises en œuvre. C'est la vision de la vie économique que « l'économie standard » nous offre généralement. L'ouvrage est totalement silencieux sur tout ce qui concerne l'organisation politique des sociétés en question, les systèmes d'idées qui y ont cours et commandent de légitimation des pouvoirs, l'enjeu des luttes etc.

En contrepoint, bien entendu, j'affirme l'importance décisive de l'affirmation que le mode de production capitaliste représente une rupture qualitative avec les systèmes qui l'ont précédé (y compris en Europe bien entendu). Il nous restera à préciser : (i) le contenu exact par lequel on définit la spécificité du capitalisme ; (ii) la date à partir de laquelle on peut le considérer comme constitué ; (iii) les étapes et les formes de son émergence.

3. A. G. Frank nous propose dans son ouvrage une relecture des trois siècles du mercantilisme (1500-1800) fondée sur sa thèse principale, à savoir qu'il n'y a jamais eu qu'une seule économie – l'économie mondiale – et que celle-ci est demeurée commandée par la même logique à travers l'espace et le temps. Sur cette base A. G. Frank ouvre à nouveau le dossier de la « montée de l'Occident ». Les étapes de son raisonnement sont les suivantes : (i) l'Europe ne crée rien de nouveau au cours de ces trois siècles, elle ne fait qu'imiter ce qui existe déjà en Asie ; (ii) au demeurant elle reste arriérée par rapport à son modèle jusqu'au XIXe siècle ; (iii) l'Europe, qui ne participait à cette économie monde que très marginalement commence à s'y intégrer sérieusement au cours de la période

considérée ; (iv) elle peut le faire grâce aux métaux précieux qu'elle extrait d'Amérique pour payer le solde déficitaire de son commerce avec l'Asie plus avancée. A. G. Frank développe une comparaison qu'il veut saisissante entre ce modèle de « montée de l'Europe sur les épaules de l'Asie » par son intégration dans le système mondial d'alors (à l'époque asio-centrique) et celle de l'Asie contemporaine qui opère de la même manière par sa participation grandissante au système mondial contemporain (désormais centré sur l'Occident – Europe augmentée des Etats Unis).

Citant I. Wallerstein (« *Entrepreneurs or compagnies who make large profits ... by being simultaneously producers, merchants and financiers ...* » A. G. Frank page 97), A. G. Frank ajoute :

« *Of course, but I. Wallerstein fails to observe that the same was and is equally true throughout world economy and not only in the small European capitalist part*».

D'ailleurs, dans cette imitation l'Europe reste attardée par rapport à ses modèles asiatiques. A. G. Frank écrit :

« *Europe was certainly not central to the world economy before 1800. China Ming/Qing, Indian Moghul and even Persian Safavid and turkish Ottoman empires carried greater political and even military weight than any or all of Europe*» (page 5).

Et encore :

« *The world economy continued to be dominated by Asians at least three centuries more, until about 1800. Europe's relative marginality in the world continued, despite Europe's new relations with the Americas which it used to increase its relations with Asia ... Productive and commercial activities and population growth also continued to expand faster and more in Asia until at least 1750*» (page 53).

« *Europe was not a major industrial center in terms of exports to the rest of the world economy*» (page 177).

Position faible et mineure de l'Europe dont l'origine est évidemment son retard scientifique et technologique qui fait que ses "industries" (je reviendrai sur cette qualification impropre que Frank emprunte à l'économie standard anglo-saxonne) ne sont pas compétitives. A. G. Frank écrit :

« *All inquires show that this stage (superiority of Europe's science and technology) did not begin until the second half of the XIXth century, that is two centuries after the scientific revolution and one after the industrial revolution*» (page 190).

A. G. Frank complète cette affirmation par des développements concernant les systèmes financiers sophistiqués de la gestion du commerce et du crédit pratiqués en Asie (pages 210 et suivantes). Généralisant la constatation il écrit :

« *The Asians were no more traditional than europeans and in fact far less so*» (page 259).

Aussi ne faut-il pas s'étonner si le volume et la densité des échanges marchands soient demeurés plus forts en Asie que dans le reste du monde.

« *Thus in 1750 and 1800 Asian production was much greater and it was more productive and competitive than anything the Europeans and the Americas were able to muster*» (page 172).

A. G. Frank note que, par exemple, le commerce interne chinois des grains était dix fois plus important que celui de la Baltique (page 222).

La centralité de l'Asie dans le système mondial de l'époque est affirmée par A. G. Frank avec force.

« *If anything the modern world system was under Asian hegemony not European*» (page 166).

Néanmoins le préjugé eurocentrique fait dire le contraire:

« *Yet the mythology has grown up that world trade was created by and dominated by the Europeans even in Asia*» (page 178).

L'Europe mercantiliste n'a donc rien inventé – pas plus que l'Asie contemporaine n'invente du nouveau quand elle s'intègre davantage dans le système contemporain. L'Europe s'est contenté d'intégrer le système de l'époque, asio-centrique. Le moyen utilisé à cette fin a été l'or et l'argent des Amériques. A. G. Frank résume ainsi sa thèse :

« *The Europeans bought themselves a seat on the Asian train ...*» (page 277).

Dressant la carte des flux d'échanges inter régionaux de l'époque (page 65), renforcée par de nombreuses références concernant leurs volumes, constatant le déficit de la balance commerciale européenne (l'or et l'argent représentant deux tiers de ces exportations – voir la carte page 148), A. G. Frank résume d'une belle phrase sa thèse : l'Europe s'est construite en grim pant sur les épaules de l'Asie « *Climbing up on Asian shoulders* » page 277).

D'ailleurs l'argent transféré d'Amérique en Asie via le commerce déficitaire de l'Europe n'a nullement été « enterré » en Asie comme le préjugé eurocentrique le prétend. Il a servi à renforcer l'expansion de la production et du commerce asiatiques.

« *Money going into Asia ... did oil the wheels of production and trade and was not just dug up in the Americas to be buried again in Asia* » (page 138).

Citant à ce sujet I. Wallerstein qui avait écrit :

« *Bullion in Asia was used for hoarding and jewellery ... this is evidence that the East Indies remained external to the European world system* » (A. G. Frank page 153).

A. G. Frank prend le contre pied de cette thèse :

« *Contrary to I. Wallerstein, the worldwide flow of money to Asia is evidence that they were parts of the same world economy ... in Asia the increased arrival of money did not substantially raise prices as it did in Europe ... it generated increased production and transactions*» (page 157). « *In China ... merchants advanced capital (derived from exports and imports of silver) to peasant producers in return for later receipt of their crops*» (page 161).

Ainsi donc l'Europe s'intègre dans un système mondial déjà existant et en fait sinocentrique :

« *This global sinocentric multilateral trade expanded through the infusion of American money by the Europeans*» (page 126).

De ce fait on peut dire :

« *That may be it was the world that made Europe*» (page 3).

Alors que, selon le préjugé eurocentrique, ce serait l'Europe qui aurait façonné le monde.

Et, comme pour rendre sa thèse plus convaincante, A. G. Frank propose une lecture identique de la montée des NPI (Nouveaux Pays Industriels) d'Asie à l'époque contemporaine. Il écrit sur ce sujet :

« *The contemporary analogy is that the present world economic crisis permits the rise of what are now called the NIES in East Asia ... Like these East Asian NIES now, Europe then engaged first in import substitution (at that time in what was the leading industry of textiles previously imported from Asia) and increasingly also in export promotion – first to their relatively protected markets in West Africa and the Americas and then world market as a whole ...* » (page 263).

Ce qu'il faudrait donc expliquer, dans un cas comme dans l'autre, c'est le renversement des positions occupées respectivement par l'Europe et l'Asie ; soit : pourquoi et comment l'Europe a arraché à l'Asie sa position centrale (autour de 1800), pourquoi et comment l'Asie serait en voie de rétablir celle-ci (de nos jours) ?

A. G. Frank pose la question :

« *The question is how and why beginning around 1800 Europe and then the US after long lagging behind, suddenly caught up and then overtook Asia in the one world economic system* » (page 284).

Les réponses de A. G. Frank à cette question restent vagues et fragmentaires.

« *The argument is that it was not Asia's alleged weakness and Europe's alleged strength in the period of early modern world history but rather the effects of Asia's strength that led to its decline after 1750. Analogously it was Europe's previously marginal position and weakness ... that permitted its ascendance after 1800* » (page 37).

Je reviendrai sur cette formulation faite dans les termes d'une sorte de loi du développement inégal, dont j'ai proposé une version que je crois être bien davantage argumentée.

« *The decline of the East preceded the rise of the West* » (page 263).

Le préciserai plus loin comment j'analyse les causes de ce « déclin »..

« *The industrial revolution was an unforeseen event, which took place in a part of Europe as a result of the continuing unequal structure and uneven process in and of the world economy as a whole* » (page 343).

Je reviendrai également sur cette question à laquelle la méthode utilisée par A. G. Frank ne permet effectivement pas de donner une réponse.

**4.** Faute d'avoir voulu reconnaître l'importance centrale de l'analyse des coupures dans l'histoire universelle, d'avoir porté l'attention qu'il faut aux modes de production qui donnent au système mondial moderne (capitaliste) ses caractères nouveaux, qualitativement autres que ceux de tous les systèmes antérieurs (européens et asiatiques bien entendu), A. G. Frank est contraint de tomber dans une philosophie plate de l'histoire, qui ne produit jamais rien de nouveau valant la peine d'être signalé (« plus ça change, plus c'est la même chose »). Des cycles monotones se succèdent alors, comme seul substitut possible au préjugé que rien d'important ne peut avoir changé dans le cours de l'histoire. Ces cycles sont simplement affirmés avoir été mondiaux et jamais particuliers à une région quelconque du monde.

Il en est de même des considérations qu'il nous propose au sujet des « hégémonies ». Refusant de lire l'histoire moderne (de 1500 à nos jours) comme celle d'une succession d'hégémonies, A. G. Frank écrit :

« *At no time during the four centuries under review was any economy or state able to exercise any significant degree of hegemony* » (page 333).

Bien que j'ai également refusé la lecture en question – populaire il est vrai chez de nombreux auteurs de l'école de l'économie monde – c'est pour des raisons fort différentes de celles invoquées par A. G. Frank.

A. G. Frank avance également que ses thèses générales constituent la condition sine qua none d'une lecture non eurocentrique de l'histoire. Du coup évidemment, puisque ses thèses ne sont ni celles de Marx, ni celles de ses adversaires bourgeois, ni celles de l'école de l'économie monde, ni celles de la culture qui accompagne l'économie standard anglo-saxonne (disons sous jacentes aux discours dominants), l'amalgame est possible. Tous sont accusés de partager en commun la recherche des origines de tout dans l'histoire européenne et dans son exceptionnalisme (page 336).

Avec une facilité déconcertante A. G. Frank réduit presque le marxisme à la thèse du mode de production asiatique. Il écrit :

*« If several parts of Asia were more productive than Europe until at least 1750 ... how is it possible that the « asiatic mode of production » could have been as traditional, stationary ... as Marx, Weber, Sombart and others calleged ? » (page 35).*

Les seules explications de l'histoire universelle, alternatives à celle qu'il propose, seraient donc forcément eurocentriques au sens qu'elles affirmeraient que l'invention du capitalisme ne pouvait être que le fruit de l'histoire européenne, une invention impossible en Chine du fait par exemple de l'existence d'un Etat impérial, en Inde du fait des castes, dans le monde islamique du fait de l'héritage du tribalisme nomade (pages 323-326).

De ce fait, parce que tous les analystes de l'histoire universelle sont restés prisonniers du préjugé eurocentrique, les critiques de ce préjugé se sont cantonnés à en faire une critique idéologique. A. G. Frank écrit :

*« (In their critique of eurocentrism) ... Said, Bernal, Amin etc. ... concentrate on ideological critiques » (page 276).*

Je me contenterai ici de rappeler que je n'ai pas attendu que «Perry Anderson enterre le mode de production asiatique en 1974 seulement» comme le note A. G. Frank, pour en avoir fait la critique. Il y a eu bien sûr des marxistes qui ont succombé au préjugé eurocentrique, peut être Marx lui-même en partie tout au moins, certainement Perry Anderson et bien d'autres. Mais, sans fausse modestie, je ne me compte pas parmi eux. J'avais enterré le mode de production asiatique dès 1957, en avançant le même argument très exactement et presque mot pour mot que celui de A. G. Frank cité plus haut. Je qualifierai alors la théorie de ce mode dit asiatique de « préjugé occidentalocentrique » (qualificatif synonyme évident d'eurocentrique).

Par ailleurs la lecture de l'histoire universelle que j'ai proposée tant dans « *Classe et Nation* » (1979) que dans « *l'Eurocentrisme* » (1988) est fondée d'emblée sur la recherche de « tendances générales » de l'évolution sociale (1). Cette recherche visait à réduire la portée des innombrables spécificités dans l'espace et le temps, à les situer dans cette évolution générale. Les arguments que A. G. Frank mobilisent pour soutenir ses thèses – qu'on retrouve les mêmes formes d'organisation sociale dans l'Europe du Moyen âge, dans le monde islamique, en Inde ou en Chine (par exemple les Corporations de métiers) – ont été depuis trente ans au moins ceux que j'ai moi-même avancés ... mais dans le cadre d'une autre conception générale de l'histoire universelle dont je montrerai donc plus loin le caractère fondamentalement non eurocentrique. Ma critique de l'eurocentrisme ne s'est jamais cantonnée à celle de ses dimensions idéologiques. Je suis surpris que A. G. Frank, qui m'a lu, ne l'ait pas vu.

S'il en est ainsi c'est parce que probablement A. G. Frank voulait jeter le bébé avec l'eau du bain. Ayant rejeté – à juste titre – le mode de production asiatique il voulait, par la même occasion, écarter toute réflexion concernant les modes de production.

5. Je me proposerais donc dans les pages qui suivent d'approfondir ma critique des thèses de A. G. Frank en allant à la racine de nos divergences.

J'expliciterais donc les raisons pour lesquelles j'avance que le capitalisme et le système mondial capitaliste apportent du nouveau et ne constituent en aucune manière le prolongement des systèmes antérieurs. Cela permettra de comprendre pourquoi le capitalisme a produit et continuera à produire une polarisation sans précédent dans l'histoire antérieure, un fait d'une importance gigantesque que A. G. Frank ne prend pas en considération dans ses thèses.

Je proposerai ensuite ma lecture des siècles du mercantilisme. Une lecture qui, tout en retenant pour vrais et importants beaucoup des « faits » signalés par A. G. Frank, intègre d'autres aspects fondamentaux de la réalité que celui-ci a choisi d'ignorer. On verra alors que l'explication que je propose de la montée de l'Europe sur ces bases conceptuelles n'a rien d'eurocentrique.

J'examinerai ensuite les « questions d'avenir ». Je montrerai que la conception cyclique sur laquelle A. G. Frank se fonde pour analyser la montée des pays de l'Asie contemporaine ne permet pas de saisir la nature et la portée des enjeux dans les conflits d'aujourd'hui et de demain.

Je conclurai enfin les impasses dans lesquelles A. G. Frank s'est enfermé par le traitement qu'il fait de la question de l'eurocentrisme.

## **II. Le nouveau dans le système capitaliste mondial**

1. Ayant renoncé à se poser la question « qu'est-ce que le capitalisme » ? Qu'est-ce que la modernité ? A. G. Frank s'est replié sur une conceptualisation pauvre de la réalité, celle de l'empirisme de l'économie standard. Les sociétés sont toutes confrontées aux mêmes problèmes : utiliser les ressources naturelles et leurs connaissances technologiques pour produire et échanger. C'est l'hypothèse même de l'économie vulgaire. J'en ai signalé une manifestation au passage, lorsque A. G. Frank parle des « industries textiles » européennes et asiatiques antérieures à 1800. Il s'agit bien entendu de productions artisanales et au plus de celles de manufactures, non de productions industrielles. Mais pour A. G. Frank cela n'a aucune importance, les rapports sociaux qui encadrent ces modes de productions (artisanal ou industriel) n'existent pas, ou tout au moins sont sans importance, il ne s'agit que d'étapes d'un développement technologique. Pour la même raison fondamentale A. G. Frank refuse de voir que le mode de production capitaliste n'est pas une manière de produire définie technologiquement par l'usage de machines mais un mode social d'organisation qui ne concerne pas seulement la production, mais toute la vie sociale dans tous ses aspects.

Le mode de production capitaliste représente une rupture qualitative avec les systèmes qui l'ont précédé, dans ce sens précis que la loi de la valeur ne commande pas ici seulement la « vie économique » mais bel et bien tout le système social du monde moderne (capitaliste), c'est-à-dire qu'elle commande le contenu de l'idéologie spécifique propre à ce système nouveau (« l'économisme » ou mieux « l'aliénation économiste »), comme elle commande les rapports nouveaux et spécifiques entre la base économique du système et sa superstructure politique et idéologique (la « domination de l'économique », la « politique est de l'économie en comprimé », ou encore la « richesse commande le pouvoir » alors que jusqu'alors « le pouvoir commandait la richesse (2). Ce système est supérieur non pas seulement par le développement prodigieux des forces productives qu'il a permis, mais encore par ses autres aspects, opérant aux plans politique et idéologique (le concept moderne de démocratie). Simultanément la croissance exponentielle qui le caractérise est le produit nécessaire et fatal de la domination de tout le système social par la loi implacable de l'accumulation. Mais, comme l'observe I. Wallerstein, la croissance exponentielle est celle du cancer : elle conduit nécessairement à la mort. L'intuition géniale de Marx est précisément d'avoir compris que, pour cette raison, le capitalisme doit trouver une fin, être remplacé par un système qualitativement nouveau soumettant le développement des forces productives à une logique sociale maîtrisée et non plus à la seule logique mécanique de l'économique aliéné.

Si, comme je le prétends – avec la tradition marxiste – le capitalisme se définit d’abord par son mode de production spécifique, il faut attendre la « révolution industrielle », c’est-à-dire la dominance de la « grande industrie » fondée sur le salariat ouvrier, pour pouvoir parler de mode capitaliste dans sa forme achevée. Les trois siècles du « mercantilisme » européen (de la Renaissance à 1800) sont alors seulement ceux d’une transition au capitalisme n’apparaissant comme telle qu’à posteriori. On reconnaît alors, a posteriori, les ruptures qui permettent de qualifier la période de transition effective : le renversement de la préoccupation métaphysique propre à l’idéologie tributaire, le renforcement de la Monarchie absolue fondée sur l’équilibre des forces sociales féodales anciennes et de la bourgeoisie, l’expression démocratique des révolutions anglaise et française etc.

Je reviendrai plus loin sur cette « transition », que je ne vois pas d’inconvénient à qualifier de « phase première du capitalisme ». C’était d’ailleurs la conception que Marx suggérait par l’analyse de « l’accumulation primitive » qui caractérise les siècles qualifiés par d’autres de « mercantilistes ». En tout état de cause il reste que 1500 et 1800 représentent alors des coupures, des dates tournantes.

2. Le monde moderne n’exige pas seulement qu’on conçoive la nature de la coupure que représente le mode de production capitaliste. Cela exige également que l’on comprenne que le système moderne est mondial. Qu’on accepte ou qu’on rejette l’idée qu’il y ait eu des systèmes mondiaux antérieurs nous sommes tous d’accord (pour une fois) – au moins A. G. Frank, I. Wallerstein, moi-même et sans doute beaucoup d’autres pour affirmer que le système moderne est mondial, d’abord au sens banal que toutes les parties intégrées dans ce système le sont par le biais de leur participation à une division mondiale du travail qui porte sur des produits essentiels pour la consommation ou sa production en parallèle avec un degré de commercialisation (marchandisation) de la production sans commune mesure avec celui des époques antérieures. En allant plus loin dans l’approfondissement de l’analyse de cette évidence banale je dirai que ce système se présente comme un système d’économie mondiale régi par ce que j’appelle la « loi de la valeur mondialisée » laquelle engendre nécessairement la polarisation, expression de la paupérisation associée à l’accumulation à l’échelle mondiale, qui est un phénomène nouveau, sans précédent dans l’histoire antérieure. Celle loi commande tous les conflits majeurs qui occupent le devant de la scène : ceux qui procèdent de la révolte des peuples de la périphérie et ceux qui opposent les centres en rivalité pour la domination de ce système mondial, comme elle commande l’efficacité des stratégies qui se proposent éventuellement le dépassement du système.

La critique socialiste du capitalisme s’est constituée pour l’essentiel comme critique du mode d’exploitation du travail par le capital, et des effets sociaux de l’accumulation du capital qui gouverne le système (l’aliénation marchande devenue valeur suprême etc.). Il s’agit là, à mon avis, d’une critique essentielle, fondamentale, incontournable. Cependant la critique socialiste est demeurée – marxisme historique inclus – relativement peu élaborée en ce qui concerne l’autre dimension du capitalisme, c’est-à-dire son déploiement comme système mondial fondé sur la polarisation du système.

Les analyses du capitalisme proposées dans une perspective mondialiste ont contribué à corriger les insuffisances du socialisme historique en mettant précisément le doigt sur le caractère mondial du système capitaliste et son effet polarisant à cette échelle.

Dans ce sens elles sont irremplaçables.

Dans son expression immédiate le système capitaliste apparaît bien comme une « économie monde » opérant dans le cadre politique d’un système organisé d’Etats souverains. Il faut dire cependant que l’opposition « économie monde » / « empire monde » renvoie nécessairement à l’opposition qualitative mode de production capitaliste (dans lequel l’économie non seulement commande en dernier ressort les rapports sociaux mais encore opère comme instance dominante, les évolutions de la politique et de l’idéologie apparaissant comme contraintes de s’ajuster aux exigences autonomes de l’accumulation du capital) / modes de production antérieurs (dans lesquels les lois de l’économie ne s’affirment pas comme des manifestations autonomes de la nécessité, mais au contraire comme des expressions de l’ordre politique et idéologique ; parce que ce caractère est partagé par toutes les



formes d'organisations sociales antérieures j'ai estimé utile de leur donner une qualification commune – celle de mode tributaire – qui en souligne l'opposition qualitative au mode capitaliste). Les centres capitalistes dominants ne cherchent pas à étendre leur pouvoir politique par la conquête impériale parce qu'ils peuvent effectivement exercer leur domination par des moyens économiques, les États des époques antérieures n'ont pas la garantie des bénéfices de la dépendance économique de leurs périphéries éventuelles tant que celles-ci demeurent hors du champ de leur domination politique (3). J'insiste sur cette analyse du contraste qualitatif sans laquelle la perception du capitalisme comme système mondial demeure descriptive et phénoménale.

Les élaborations théoriques et idéologiques qui se sont constituées comme réponses au défi de la critique socialiste du système, et singulièrement comme des « réponses à Marx », passent sous silence le contraste qualitatif exprimé ici, et de ce fait cherchent aux innombrables plans possibles de l'appréhension immédiate, des caractéristiques spécifiques de la modernité » (4).

On pourrait multiplier les exemples : chaque fois qu'une forme phénoménale est coupée de ses racines qu'elle plonge dans la logique du mode capitaliste, cette forme devient l'objet de mal entendus inévitables – elle est difficile à généraliser dans le capitalisme réellement existant d'une part, facile à extrapoler en arrière d'autre part. L'analyse phénoménale aplatit l'histoire, porte le débat à un niveau d'abstraction trop élevé et de ce fait trivialisent les propositions qu'on peut en déduire, lesquelles deviennent à leur tour, toujours en partie vraies, en partie fausses.

Cela étant les « régions » (Empires vastes ou seigneuries modestes) constitutives du monde tributaire des périodes antérieures ne sont pas nécessairement isolées les unes des autres : au contraire toute la recherche historique démontre l'intensité – souvent insoupçonnée – de leurs rapports. Cependant la nature de ces rapports est différente de celle qui qualifie les connexions au sein du système capitaliste mondial. Il s'agit certes dans tous les cas de rapports marchands, « d'échanges ». Mais la critique marxiste de la distinction nécessaire entre le « marché » d'une part et le « marché capitaliste » (qui implique que l'échange est fondé sur la production capitaliste) d'autre part garde ici toute sa validité. L'importance du marché et l'intensité des échanges, repérables ici et là à travers les temps et les espaces, n'est pas synonyme de capitalisme. Elles témoignent seulement que le dépassement du système tributaire – c'est-à-dire le passage au capitalisme – étaient bien ici et là, depuis longtemps, à l'ordre du jour et que, en conséquence, la transition mercantiliste européenne n'est pas le produit d'une loi spécifique de l'évolution qui aurait été propre à l'Europe, mais l'expression d'une loi générale de l'évolution de toutes les sociétés humaines.

L'opposition de l'analyse en termes de mode de production et celle en termes de système mondial n'est donc pas fondée : au contraire ces deux directions de l'analyse sont complémentaires. Cependant, faute de l'avoir formulé sans ambiguïté, l'analyse en termes de système mondial devait conduire à un véritable dérapage, qui consiste en une extrapolation en arrière des conclusions de l'analyse portant sur le capitalisme mondial. A. G. Frank nous fournit un bel exemple de ce dérapage.

Le malentendu domine les débats concernant la nature et la définition conceptuelle du système mondial moderne (capitaliste) et – si cela a un sens – du système mondial des époques antérieures. La raison ultime de ce malentendu vient de ce que le capitalisme ne peut pas être défini par la simple association de trois ordres de phénomènes : la propriété privée, le travail salarié et l'extension des échanges marchands. Cette méthode empiriste occulte l'essentiel, à savoir que le capitalisme n'existe que lorsque le niveau de développement des forces productives implique l'usine moderne, laquelle met en œuvre un équipement mécanique lourd et non plus un équipement artisanal. La combinaison propriété privé-travail salarié-production marchande précède effectivement le capitalisme non seulement dans l'Europe mercantiliste et même féodale mais ailleurs, à travers le monde entier et durant des siècles, parfois des millénaires. Cette combinaison constitue la très longue préhistoire du capitalisme.

Ce n'est qu'avec le capitalisme dans sa forme achevée qu'apparaissent les deux caractéristiques fondamentales du monde moderne. La première est l'urbanisation massive qui conduit à un

changement qualitatif puisqu'elle impliquait une révolution agricole (machinisme et chimie), condition d'une productivité qui est devenue un multiple de ce qu'elle avait été à travers les millénaires antérieurs, elle-même inconcevable sans l'industrie capable de lui fournir ses inputs. La seconde est le caractère désormais exponentiel de la croissance de la production, qui implique non seulement que la recherche du profit soit devenue le moteur de la décision économique mais encore que cette recherche du profit opère sur la base de moyens matériels ayant dépassé le stade de l'outillage artisanal.

Le système mondial moderne est un système mondial capitaliste parce qu'il est fondé sur le capitalisme entendu comme je viens de le définir. On peut alors reprendre chacune des caractéristiques phénoménales de la modernité et leur donner, sur cette base, un sens intelligible et précis. Sans cette référence les phénomènes en question demeurent l'objet de malentendus répétés. L'accumulation « sans répit » et la croissance exponentielle auxquels se réfère I. Wallerstein par exemple demeurent incompréhensibles en dehors de la référence à la loi de la valeur (c'est-à-dire non pas à l'extension des rapports marchands – terminologie trop vague – mais à l'extension de ceux-ci sur la base d'une production capitaliste au sens donné ci-dessus) et au fait que la loi de la valeur capitaliste ne commande pas seulement la vie économique mais en réalité soumet toutes les autres dimensions de la vie sociale à la loi implacable de l'accumulation du capital. De même l'extension et la généralisation du marché qui englobe désormais la production essentielle des biens et des services, le travail et la terre, n'acquièrent leur sens moderne – c'est-à-dire leur mise au service de l'accumulation du capital – que si l'on saisit leur fonctionnement dans le cadre de la production capitaliste. Car le marché des productions, du travail et de la terre existent avant le capitalisme, en Chine par exemple, mais ne fonctionnent pas alors comme moyens d'accumulation du capital. Dans la tradition marxiste, parfaitement justifiée, la richesse n'est capital que si elle est réinvestie en vue d'une production élargie. Accumulation de richesses et accumulation de capital ne sont pas synonymes.

Si le capitalisme est un système mondial, c'est parce que l'économie mondiale qui le sous tend est, dans sa globalité, régie par ce système de production capitaliste.

Je veux dire par là que toutes les formes d'organisation sociale et de production antérieures sont à leur tour, dans toutes les régions parties prenantes du système moderne, soumises à la logique dominante du mode capitaliste. Et ce statut subordonné des modes d'origines antérieurs est un fait nouveau, spécifique du capitalisme mondialisé.

Le refus de reconnaître l'importance du saut qualitatif que représente le passage à l'industrie capitaliste moderne aplatit l'histoire réelle. Ce refus trouve son explication dans la réaction des analyses en termes de système mondial aux blocages de celles qui s'étaient fixées exclusivement sur la théorie des logiques immanentes des différentes modes de production. Car il est vrai que dans une interprétation du marxisme que j'ai qualifié de livresque, un dogmatisme s'était constitué qui a longtemps prétendu que la spécificité de chacun des modes de production constituait toute la réalité. Dans cette dogmatique chaque société était forcément étudiée en isolement et l'idée même de l'existence possible d'un système plus large refusée. Entre autre, concernant le monde capitaliste moderne, celui-ci était réduit aux dimensions d'une juxtaposition de sociétés capitalistes locales (nationales) définies exclusivement par leur structuration sociale interne. Le concept même de polarisation au sein de ce système mondial était alors éliminé par avance du champ de l'étude. Or l'analyse en termes de système mondial portait précisément d'une tentative de répondre à cette question : pourquoi la polarisation mondiale ?

Mais il n'était pas nécessaire de jeter le bébé avec l'eau du bain, c'est-à-dire de dévaluer le concept de mode de production (capitaliste entre autre) pour ne plus voir que le système mondial (moderne et capitaliste en l'occurrence). Il fallait au contraire renforcer l'analyse du monde moderne en termes de spécificité du mode de production capitaliste en la complétant par celle de sa dimension systémique mondiale. Les définitions proposées parfois pour le système de l'économie monde capitaliste souffrent de ce préjugé hostile au concept de mode de production. Elles sont alors forcément trop vagues ; et c'est le cas lorsque l'on définit l'économie monde en question comme l'association d'un système

politique inter Etats et d'une économie qui dépasse les Etats (mais de quelle « économie » s'agit-il alors ?). Le pendule allé trop loin, la voie était ouverte pour une extrapolation en arrière de la théorie du système mondial. Ce qui est bien arrivé.

3. La polarisation est donc une loi immanente de l'expansion mondiale du capitalisme. Et ici également il s'agit d'un phénomène tout à fait nouveau dans l'histoire (5). Le capitalisme réellement existant, phénomène mondial, n'est pas réductible au mode de production capitaliste et ne tend pas même à le devenir. Car le mode de production capitaliste suppose un marché intégré tridimensionnel (marché des marchandises, du capital et du travail) qui définit la base de son fonctionnement. Or cette intégration, qui a été effectivement construite dans le cadre de l'histoire de la formation des Etats nationaux bourgeois centraux (Europe occidentale et centrale, Etats Unis et Canada, Japon, Australie) n'a jamais été étendue au capitalisme mondial. Le marché mondial est exclusivement bidimensionnel dans son expansion, intégrant progressivement les échanges de produits et la circulation du capital, à l'exclusion du travail dont le marché reste cloisonné.

J'ai prétendu que ce fait était en lui-même suffisant pour engendrer une polarisation inévitable, dont on peut démontrer sans difficulté le mécanisme cumulatif, tant par le moyen de l'outillage marxiste (on parlera alors de la loi de la valeur capitaliste mondialisée, en complément à l'analyse fondamentale de la loi de la valeur capitaliste) que même au moyen de l'outillage de l'économie conventionnelle néoclassique. Cette proposition se situe à un niveau élevé de l'abstraction, ni plus, ni moins que celui qui caractérise les propositions concernant la loi de la valeur en général, le marché dans chacune de ses dimensions, les classes sociales fondamentales qui correspondent à la logique du mode de production etc. Ma proposition définit abstraitement le capitalisme mondial, tout comme celles concernant la loi de la valeur définissent le mode de production capitaliste. Bien entendu l'abstraction n'est pas plus ici qu'ailleurs négation du concret, mais au contraire l'expression de la diversité de celui-ci. Les conditions historiques qui expliquent la formation de l'Etat national bourgeois à un pôle et son absence à l'autre illustrent la diversité concrète qui caractérise ce que j'ai donc appelé les périphéries – toujours au pluriel – par opposition au centre, que l'on peut conjuguer au pluriel lorsqu'on s'occupe de restituer l'histoire de sa constitution, ou au singulier lorsqu'on met l'accent sur la tendance à l'homogénéisation des sociétés nationales qui le composent – ici effective – ou sur la nature de ses rapports aux périphéries.

La définition du contenu essentiel des deux concepts de centre et périphérie dans le système capitaliste mondial est donc de nature économique. Il ne s'agit pas là d'un choix arbitraire mais de l'expression de la dominance de l'économie dans le mode capitaliste, et de la soumission directe du politique et de l'idéologie aux contraintes de l'accumulation du capital. De ce fait les rapports centre/périphérie sont d'abord de nature économique. Par contre si dans les époques antérieures des phénomènes de polarisation, au sens courant du terme, sont également repérables, ceux-ci ont une nature et une dynamique différentes, parce qu'ils opèrent dans le cadre de sociétés non capitalistes.

La polarisation dans sa forme moderne apparaît avec la division du monde en pays industrialisés par opposition aux pays non engagés dans l'industrialisation. Elle est donc un phénomène relativement récent, qui se constitue au XIXe siècle. Cela étant le contraste industrialisation/non industrialisation n'est pas la forme éternelle et définitive de la polarisation capitaliste. Dominant de 1800 à 1945, il s'estompé progressivement après la seconde guerre mondiale avec l'industrialisation des périphéries, tandis que le critère de la polarisation se déplace alors sur des terrains nouveaux.

L'émergence du concept de la polarisation capitaliste mondiale a son histoire propre, bien entendu. Comme il était naturel le débat s'est ouvert à partir de considérations concrètes et spécifiques, marquées par l'époque. Certaines de ces considérations ont donc mis l'accent sur le contraste industrie/absence d'industrie, puisque la polarisation s'exprimait effectivement à travers lui. L'industrialisation devenait dès lors le moyen du « développement » dont l'objectif historique était supposé être l'abolition de la polarisation (« le sous-développement »). En rapport direct avec ce contraste l'analyse s'est portée sur le champ des échanges internationaux et de la division internationale du travail. Les propositions avancées dans le débat sur l'échange inégal doivent être lues

en gardant à l'esprit ce rapport étroit à la réalité concrète de la forme historique de la polarisation en question.

Les ambiguïtés du débat provenaient du non dit des uns et des autres, ou du non exprimé en termes conceptuels abstraits. En fait derrière les propositions faites se cachaient un clivage théorique peu, ou mal, exprimé. Pour les uns le capitalisme était en lui-même polarisant. Mais il fallait, pour l'établir, s'élever au niveau de l'abstraction définie plus haut à savoir le caractère tronqué du marché mondial par rapport à l'intégration tridimensionnelle propre au concept de mode capitaliste. Pour les autres, l'argumentation en termes historiques concrets n'établissait pas la proposition générale que le capitalisme mondial est nécessairement polarisant. Aussi cette polarisation était-elle saisie comme phénoménale et non essentielle, produite par l'histoire concrète et non les lois de l'accumulation du capital. Dans ces conditions l'intégration des analyses économiques spécifiques, des considérations concernant la formation d'une bourgeoisie où les handicaps rencontrés par celle-ci, ou culturelles (les disponibilités idéologiques potentielles portées par les différentes « cultures ») ne pouvaient pas trouver sa solution.

L'industrialisation progressive récente des périphéries, même inégale bien entendu, doit contraindre à repenser la polarisation pour la dépouiller de son expression historique dépassée. Certes la polarisation continuera à être produite par la non intégration tridimensionnelle du marché capitaliste, mais dans le cadre de schémas d'accumulation à l'échelle mondiale opérant dans un monde qui tend à devenir globalement industrialisé. J'ai tenté de le faire par l'analyse de ce que j'ai appelé les cinq monopoles appelés à commander les formes à venir de la polarisation centre-périphéries. J'y reviendrai.

La polarisation produite par l'expansion mondiale du capitalisme au cours des deux derniers siècles est phénoménale, sans commune mesure avec tout ce qu'on avait pu connaître en termes de développement inégal au cours de toute l'histoire antérieure de l'humanité. On sait, par les travaux de Bairoch et d'autres, auxquels Frank se réfère d'ailleurs dans son ouvrage, que pour 80 ou 90 % de la population du globe, vers 1800, à la veille ou au lendemain de la révolution industrielle, les écarts de productivité étaient modestes. Qu'ils aient été de 1 à 1,3 ou de 1 à 2 ou même 1 à 3, qu'ils aient été en faveur des régions dynamiques de l'Europe ou de l'Asie avancée, ils demeuraient d'une ampleur limitée de l'avis de tous, A. G. Frank et moi-même inclus. Or ces écarts sont passés au rapport fantastique de 1 à 60 et continuent à se creuser. Preuve – en passant – que 1800 est une date tournant de l'histoire universelle. Preuve en passant – que le capitalisme achevé n'apparaît qu'à partir de la révolution industrielle. Ce phénomène, nouveau dans l'histoire, n'inquiète néanmoins pas A. G. Frank. Puisqu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil la polarisation moderne est assimilée aux manifestations de développement inégal des temps anciens. J'aurai l'occasion de rappeler plus loin que ma thèse est que les systèmes anciens n'étaient pas polarisants par nature, c'est dire que le « rattrapage » était possible ; que par contre il ne l'est plus dans le cadre du capitalisme. L'aveuglement de A. G. Frank sur cette question majeure de l'histoire moderne lui fera d'ailleurs analyser le « miracle » de NPI, sur lequel je reviendrai, d'une manière à mon avis fondamentalement erronée, dans des termes analogues à ceux de l'économie conventionnelle. Cet aveuglement lui interdit de comprendre l'enjeu réel des luttes sociales d'aujourd'hui et de demain.

### **III. Questions relatives à la transition au capitalisme**

1. Les trois siècles du mercantilisme, au cœur de l'ouvrage de A. G. Frank, constituent l'époque la plus complexe de l'histoire universelle parce que l'ancien (les formes tributaires) et le nouveau naissant (le capitalisme) s'y trouvent associés et y opèrent d'une manière à la fois complémentaire et conflictuelle (comme peut être les logiques du capitalisme et celles – antisystémiques – du socialisme opèrent dans la société contemporaine). L'hypothèse de A. G. Frank qui est un préjugé – que « c'est toujours la même chose » - simplifie d'une manière stérilisante la lecture de cette phase de l'histoire.

Certaines ambiguïtés exprimées dans la ligne de pensée de l'économie monde concernant la définition précise du capitalisme devaient par la force des choses inspirer un dérapage en direction d'une projection en arrière des caractéristiques du monde moderne. Les plus extrémistes (A. G. Frank par exemple) vont jusqu'à prétendre que l'idée même de spécificités propres aux différents modes de

production est sans fondement, qu'il n'y a aucune différences entre le capitalisme et de prétendus systèmes antérieurs (dans tous les systèmes des éléments capitalistes et d'autres se mélangeraient de la même manière), et que les sociétés de la Planète ont toujours été toutes intégrées dans un seul système mondial qui remonte aussi loin qu'on puisse en retrouver la trace. Ils rejoignent par là la longue tradition des philosophies de l'histoire qui se préoccupent d'établir l'éternité du système et la vanité des efforts pour le transformer.

Sans doute en se situant à un niveau d'abstraction élevé on pourra toujours repérer des analogies plus ou moins marquées à travers les âges puisque, après tout, il s'agit de l'histoire de l'humanité qui, par certains aspects anthropologiques fondamentaux, reste identique à elle-même à travers les temps historiques. L'usage par la pensée sociale des mots du langage commun tend à renforcer l'illusion de ces analogies. J'ai moi-même utilisé les termes de centres et de périphéries dans les analyses que j'ai proposées pour les époques antérieures au capitalisme. J'ai cependant estimé nécessaire de préciser le contenu différent de ces concepts appliqués à des systèmes sociaux eux-mêmes variés. Je soutiendrai donc que l'amalgame des époques procède de l'appauvrissement des concepts : le capitalisme est confondu avec les rapports marchands auquel il est réduit, les rapports base économique – superstructure politique et idéologique sont interprétés en termes economicistes unilatéraux immuables etc. Toutes ces théories sont fondamentalement mécanistes et economicistes, à l'opposé du matérialisme historique, accusé à tort de l'être !

Le matérialisme historique, tel que je le comprends, a répondu correctement à une question, et en a laissé trois en suspens. Marx a, selon moi, jeté la lumière sur la spécificité du mode de production capitaliste, qu'on ne peut plus réduire après lui à une combinaison de propriété privée, salariat et rapports marchands. Mais le matérialisme historique a laissé ouvert trois séries de questions non moins importantes. La première concerne les « modes de production antérieurs ». J'ai critiqué l'interprétation dominante multipliant la série des modes antérieurs et proposé en contrepoint un seul mode, qualifié de tributaire, parce qu'il met l'accent sur l'identité du rapport pouvoir/extraction du surplus dans toutes les formes antérieures, par opposition au contraste qui, dans le capitalisme, sépare formellement le pouvoir de l'extraction du surplus, soumis à la loi de la valeur. La seconde concerne le capitalisme comme système mondial, dont j'ai déjà dit qu'elle n'avait pas été réellement traitée par le marxisme historique. La troisième question ouverte concerne le degré et les formes de l'interdépendance régionale – voir mondiale – dans les époques antérieures.

2. Pour voir clair dans la nature des enjeux et du conflit entre l'ancien et le nouveau qui se joue entre 1500 et 1800, il est utile de regarder ce que furent les sociétés humaines et le système de leurs relations avant que ce conflit ne se soit déployé dans toute son ampleur. J'ai tenté de le faire dans une double direction :

(i) En définissant, par delà l'infinie variété des formes locales, ce qui est commun à toutes les sociétés anciennes : la dominance de l'instance politico-idéologique, son expression à travers les cultures de l'aliénation religieuse. La conceptualisation proposée à cet effet (Cf. *Classe et Nation*) – la société tributaire – fournit l'outil d'une lecture de l'histoire universelle véritablement non eurocentrique.

(ii) En proposant un schéma des échanges entre les partenaires régionaux de ce « système mondial » (en fait réduit à l'ancien monde – Asie, Europe, Afrique) pour la période des vingt siècles qui s'étendent des révolutions qui ont fondé la société tributaire (500 à 300 av. J.C.) à 1500. Le schéma – une carte analogue à celle que A. G. Frank propose pour la période suivante 1500-1800 – fait ressortir l'intensité des flux d'échanges entre ce que j'appelle les trois centres tributaires – hellénistique, hindouiste et confucéen – et les périphéries (Europe, Afrique, Japon, Asie du Sud-est) (6).

(iii) Je rappelle ici que centres et périphéries de ce système ne sont pas définis en termes économiques – par une projection en arrière des caractères du capitalisme – mais en termes des formes politiques et culturelles de la société tributaire qui ne sont achevées que dans les centres.

Peut-on alors qualifier ce système de mondial ? Pas tout à fait, en tout cas rien d'analogue avec caractère mondial du capitalisme. Non pas pour des raisons tenant à la modicité des flux par

comparaison aux échanges contemporains (argument quantitatif simple) mais pour des raisons fondamentales tenant à la nature du système social tributaire. Fondées sur la dominance de l'instance idéologique, les sociétés de l'époque constituent des aires culturelles qui se vivent en tant que telles et vivent de cette manière les rapports – d'échanges pacifiques, de conquêtes – qu'elles entretiennent entre elles. Un système mondial eut impliqué, dans cet esprit qui était le leur, son unification politico-religieuse. Objectif qu'elles ne sont évidemment pas parvenues à réaliser. De ce fait j'aime mieux appeler le système de ces relations de système d'interconnexion de systèmes régionaux (correspondant aux aires culturelles en question). Le capitalisme a créé un système mondial d'une autre manière, par l'intégration des sociétés qui le constituent dans un système économique unique, unifiant mais non homogénéisant sur ce plan (puisque au contraire l'expansion capitaliste est polarisante). Cette unification, qui ne permet de parler de véritable système mondial que pour les temps modernes – à partir de 1800 – a elle-même, à son tour, provoqué une universalisation culturelle sans précédent. Mais cet universalisme reste tronqué, parce qu'associé à une mondialisation économique polarisante. Je reviendrai sur ces considérations plus loin, à propos du concept d'eurocentrisme.

La constitution des grandes régions tributaires n'implique donc pas leur unification en un système unique. Au contraire, les aires définies par les réseaux d'organisation des pouvoirs politiques et militaires, d'échanges économiques, de diffusions idéologiques et religieuses, ne correspondent généralement pas. Leur combinaison, plus ou moins heureuse, définit des sociétés différentes, les unes capables de durer et de s'épanouir, voire de s'ouvrir et de conquérir, les autres s'enfermant dans des impasses mortelles. Dans ce cadre les concepts de « centres » et « périphéries » et celui d'hégémonie peuvent s'avérer féconds, à conditions toutefois de ne pas les définir – par assimilation au contraste moderne – en termes strictement économiques. Dans ce cadre, la prise en considération des réseaux d'échanges et d'interactions – beaucoup plus vastes qu'on ne l'imagine souvent – peut permettre de parler de « systèmes régionaux », à condition aussi de ne pas confondre les effets fortement sélectifs de ces échanges avec ceux infiniment plus structurateurs du système mondial moderne qui, pour cette raison, est seul à mériter ce qualificatif. La lecture de l'histoire montre, au contraire des affirmations des extrémistes du « système mondial », l'extraordinaire durabilité de l'équilibre des grands pôles des mondes anciens (7).

Durabilité n'est pas synonyme d'état statique. Tous les systèmes anciens sont au contraire en mouvement permanent, sous l'impulsion d'une contradiction fondamentale identique qui les caractérise. Cette contradiction oppose la logique dominante du pouvoir tributaire aux exigences du développement des forces productives, qui s'exprime dans la tendance à l'autonomisation des rapports marchands.

Les travaux remarquables de Janet Abu Lughod, de K. N. Chaudhuri, John Fitzpatrick, G. Goedes (8) entre autres, mettent en évidence cette contradiction en Orient islamique, en Inde et en Chine, en tous points analogue à celle qui opérait dans le Moyen âge européen et pendant les siècles du mercantilisme de la transition capitaliste. Le rôle des villes marchandes maritimes et continentales des « routes de la soie », de France, d'Allemagne, d'Italie, de l'Orient islamique, d'Asie centrale, de Malacca, du Sahara, de la Côte africaine orientale, des mers de Chine et du Japon, est partout analogue : on y produit en masse pour l'exportation (mais dans le cadre soit de manufactures, soit du système du putting out) des produits qui ne sont pas toujours seulement de « prestige », mais parfois d'usage courant, même s'il est réservé aux classes aisées. On peut donc parler ici de capitalisme marchand. Marx le fait d'ailleurs. Le conflit entre celui-ci, ses aspirations à s'autonomiser vis-à-vis du pouvoir tributaire, les expansions maritimes qu'il suscite, ne sont pas spécifiques de l'histoire européenne. On les retrouve en Chine, où le transfert du centre de gravité de l'économie du pays du Nord « féodal » au sud « maritime » était en passe de faire éclater l'Empire confucéen en une constellation d'Etats dont certains de structure typiquement mercantile auraient pu construire en Mer de Chine et dans le Pacifique ce que le mercantilisme a réalisé plus tard en Méditerranée et dans l'Atlantique. Le coup d'arrêt donné par les Ming, comme les invasions turco-mongoles au Proche Orient peuvent, de ce fait, apparaître comme des accidents de l'histoire, qui ont donné à l'Europe sa chance. Le capitalisme aurait pu naître ici ; il n'est pas le produit d'une exception européenne à la règle, comme le suggère

l'idéologie eurocentrique, mais au contraire l'issue normale à la contradiction fondamentale de tous les systèmes tributaires.

Reconnaître ce fait ne signifie cependant nullement que le capitalisme était déjà là présent, ni que la raison pour laquelle il apparaîtra précisément dans cette région périphérique du monde tributaire – l'Europe – n'appelle pas une analyse particulière de ce fait, ni que par conséquent la période mercantiliste européenne n'apporte rien de nouveau qu'on ait déjà vu avant et ailleurs. De la même manière l'intensité des rapports entre les villes marchandes du réseau mondial des époques tributaires ne permet pas de parler d'un système intégré comme le sera celui construit par le capitalisme moderne. Oublier que ces villes sont manufacturières et marchandes et non industrielles, qu'elles sont insérées dans un monde rural dominant et sont la proie facile des pouvoirs tributaires, c'est aplatis l'histoire.

3. Tous les systèmes tributaires avancés (l'Orient islamique, l'Inde, la Chine) étaient donc, à l'aube de la conquête de l'Amérique par l'Europe, agités par la même contradiction fondamentale qui ne pouvait être surmontée que par l'invention du capitalisme. Il reste que l'émergence de cette réponse en Europe doit être expliquée à son tour concrètement, comme doivent l'être les raisons pour lesquelles le développement du capitalisme en Europe a arrêté l'évolution possible dans cette même direction dans les autres régions du monde, voire les a engagées dans des involutions régressives.

Il ne s'agit pas là pour moi de questions nouvelles, puisqu'elles constituent l'essentiel de mes préoccupations et de mes écrits depuis 1957. Mes réponses se situaient d'ailleurs d'emblée sur le terrain même qui sera celui de l'approche de l'école du capitalisme-système mondial. Je me contenterai donc de rappeler brièvement mes conclusions (9).

(i) La transition mercantiliste européenne, par contraste aux situations rencontrées ailleurs et avant, est singulière. Cette singularité réside dans le fait que l'Etat absolutiste de l'époque mercantiliste européenne n'est pas le prolongement du pouvoir tributaire féodal émiétté de l'époque antérieure, (qui pour cette raison, est une forme périphérique de l'Etat tributaire), mais sa négation, alors qu'ailleurs et avant (en Orient islamique, en Inde, en Chine) l'Etat tributaire revêt une forme achevée (que je qualifie alors de centrale) et la conserve.

(ii) Durant la phase 1150-1300 le féodalisme européen connaît une expansion soumise à sa logique propre du pouvoir, par défrichement de terres nouvelles. Cette expansion s'épuise au cours de la phase suivante (1300-1450), marquée par des rendements décroissants ; mais le système du pouvoir reste inchangé (féodal). Ces deux phases sont donc d'une nature tout à fait différente de celles des phases ultérieures d'expansion et de crise capitalistes. Le mécanisme propre à ces dernières, considéré plus haut, ne se retrouve pas ici. C'est alors que le caractère périphérique de la formation tributaire européenne révèle une flexibilité qu'on peut opposer à la rigidité relative des formes tributaires centrales avancées. La crise du système féodal est surmontée par l'émergence de l'Etat absolutiste qui, par le moyen de la conquête de l'Amérique, crée une économie monde mercantiliste au service duquel il se place.

(iii) Le concept selon lequel l'Etat absolutiste serait féodal de nature, parce que, par essence même l'Etat capitaliste devrait être libéral, est une déformation produite par l'idéologie bourgeoise. Celle-ci en a d'ailleurs produit d'autres, non moins trompeuses. Par exemple que l'avantage de l'Angleterre sur son concurrent principal français aurait tenu à son système politique (l'amorce du libéralisme au XVIIIe siècle), ou à son idéologie (le protestantisme), ou à une supériorité technologique. En fait cet avantage provenait de la position privilégiée de l'Angleterre dans le système d'exploitation des périphéries américaines.

(iv) La mise en place d'un système nouveau de rapports centres-périphéries entre l'Europe atlantique et l'Amérique n'est pas la répétition des rapports – inégaux ou non – fondés sur l'extension géographique des échanges marchands dans les époques antérieures. L'Amérique ne « commerce » pas avec l'Europe ; elle est façonnée pour être intégrée comme périphérie exploitée économiquement par l'Europe mercantiliste. Parmi les auteurs de l'école du système-monde, J. M. Blaut (10) a mis l'accent, à juste titre, sur l'importance extraordinaire de cette exploitation qui s'est traduite entre autre : (i) par un flux d'or et d'argent considérable, renforçant la position sociale des nouveaux capitalistes marchands dans la société européenne et leur donnant un avantage décisif sur tous leurs concurrents (ils peuvent offrir partout dans le monde de meilleurs prix) ; (ii) par un volume

gigantesque des profits tirés des plantations américaines : en 1600 les exportations de sucre du Brésil représentent le double des exportations totales de l'Angleterre etc.

(v) Les deux cycles, d'expansion (1450-1600) puis de réajustement (1600-1750) de l'économie monde mercantiliste ont également, de ce fait, leur nature propre, différente par essence de celle des cycles ultérieurs du capitalisme achevé.

(vi) Dans la naissance du capitalisme européen, les deux facteurs (la flexibilité du mode tributaire périphérique féodal ; la construction d'une économie monde mercantiliste et le façonnement de la périphérie américaine dans ce cadre) sont donc indissolublement liés, inséparables. J'ai opposé cette analyse que j'ai qualifiée de développement inégal (le saut qualitatif en avant se produit à partir des périphéries du système antérieur) – aux arguments culturalistes du « miracle européen », dominant à travers la déformation eurocentrique de l'idéologie occidentale que j'ai critiquée : le recours à l'ancêtre grec mythique, la christianophilie, le racisme.

(vii) Le caractère capitaliste de la transition mercantiliste s'exprime dans la rupture idéologique qui accompagne la formation de l'Etat absolutiste : l'abandon de l'hégémonie métaphysique.

La lecture de la transition 1500-1800 que je propose est fort différente de celle de Frank qui n'y voit « rien de nouveau ». Je la vois au contraire comme une période caractérisée par un conflit gigantesque nouveau. Il y a d'un côté les forces qui vont mettre en place le système moderne, c'est-à-dire un système économique hiérarchisé, centré sur l'Europe (agrandie des Etats Unis et plus tardivement du Japon, constitutifs de la « triade » contemporaine) imposant à tout le reste du monde (la majorité) le statut de périphéries victimes d'une polarisation gigantesque et sans précédent. Il y a de l'autre les forces qui résistent (mais finissent par perdre la guerre) au démantèlement des systèmes anciens dans toutes leurs dimensions, c'est-à-dire tant aux plans de leurs formes d'organisation locales qu'à celui des systèmes régionaux et interrégionaux qui leur correspondaient.

Les différences entre le système ancien et le nouveau – que A. G. Frank ne reconnaît pas – sont gigantesques. Dans le système ancien les centres concentraient la majorité de la population du globe, dans le nouveau la minorité. Dans le système ancien les trois centres bénéficiaient d'une autonomie considérable, sans commune mesure avec l'intensité de l'interdépendance au sein de la triade moderne, sans rappeler encore une fois la polarisation propre au capitalisme. Le système ancien permettait le rattrapage. La preuve en est que l'Europe – périphérique – a rattrapé dans un temps court. Le système moderne rend le rattrapage impossible dans le cadre de la logique de sa reproduction.

Je vois donc la période 1500-1800 comme celle du conflit entre ces deux systèmes. La carte que A. G. Frank propose dans son ouvrage illustre la combinaison complémentaire-conflictuelle des réseaux correspondant au projet nouveau du capitalisme centré sur l'Europe (et plus tard la triade – Etats Unis, Europe, Japon) et des réseaux hérités du passé (qui constituent les sous systèmes de l'Asie orientale et de l'océan indien). Les sous systèmes anciens perdent progressivement leur autonomie pour être soit détruits soit subalternisés par le réseau capitaliste global nouveau.

Je dis bien progressivement. Parce que l'Asie reste longtemps, par beaucoup d'aspects, plus avancée que l'Europe partie à la conquête du monde. Sur ce plan je n'ai rien à reprocher aux arguments invoqués par A. G. Frank. Au contraire, c'était les miens, que j'avais depuis longtemps. Mais je ne les interprète pas, à la manière de A. G. Frank, comme la preuve que « rien n'a changé ». Si l'Asie a perdu cette guerre, si l'Europe l'a gagnée, cela mérite réflexion et explication. Celle que A. G. Frank avance à ce sujet est pauvre : l'Europe a profité de la crise asiatique. Quelle crise ? Et pourquoi l'Asie ne l'a-t-elle pas surmontée par ses propres moyens ?

Concernant la Chine, l'ouvrage de Jean Chesneaux et Marianne Bastid (*La Chine, des guerres de l'opium à la guerre franco-chinoise 1840-1885*) propose à mon avis, la meilleure analyse de la crise en question, que je cite : « Le rapport entre la démographie et l'activité économique, rapport qui était favorable jusqu'au milieu du XVIIIe siècle, se renverse vers 1780-1800. Une conjoncture qui combinait l'expansion démographique et l'expansion économique fait place à une conjoncture de crise, d'amenuisement des ressources par rapport aux besoins d'une population qui continue à croître rapidement » (ouvrage cité, tome I, p.43) (11).



Force est de constater, avec Jean Chesneaux et Marianne Bastid qu'aucun des systèmes chinois successifs, ni celui de l'Empire, ni celui de la République du Kuo Min Tang, n'étaient parvenu à surmonter cette crise et qu'il faudra attendre la révolution communiste pour voir amorcer son dépassement. Je ne crois pas qu'il soit possible d'expliquer la résistance que la société chinoise a opposé aux transformations qualitatives de son organisation exigées pour surmonter la crise sans référence aux extraordinaires rigidités propres à un système tributaire achevé – comme l'était celui de la Chine. J'ai opposé cette rigidité des sociétés centrales à la flexibilité de ses modes périphériques, proposant de la sorte une hypothèse du développement inégal à travers l'histoire de nature fondamentalement non eurocentrique. Dans ce sens si la Chine n'avait pas été plus « traditionnaliste » que l'Europe dans le passé comme A. G. Frank le dit, elle l'est devenue. L'Europe, parce que périphérique, s'est avérée soudainement plus flexible, plus ouverte au changement. Le constater n'est pas faire preuve d'eurocentrisme. Il y a eurocentrisme lorsqu'on explique cette flexibilité par des vertus immanentes spécifiques à l'Europe ; cela n'est pas le cas lorsqu'on l'explique par des lois générales, les mêmes qu'on voit opérer dans toutes les sociétés humaines.

Dans ce sens également il me paraît abusif de dire qu'au cours de la période mercantiliste rien de nouveau n'a été inventé. Sans doute l'Europe n'a-t-elle pas inventé grand' chose qui ait été inconnu ailleurs avant le XIXe siècle dans les domaines de la technologie et de l'organisation des échanges. Mais elle a fini par inventer du nouveau dans d'autres domaines, celui de l'organisation du pouvoir et de ses rapports à la vie économique. Elle a donc été la première à inventer le capitalisme – qui aurait pu tout aussi bien naître ailleurs ais-je dit. Mais cela n'est pas rien. Ayant écarté délibérément du champ de son analyse toute considération concernant le champ du politique et de l'idéologie, des rapports sociaux et du social autre que strictement économique, A. G. Frank s'est interdit de voir la portée des changements en question.

J'ajouterai qu'il faudrait beaucoup nuancer ce qu'il écrit concernant « l'Asie ». Dans l'analyse que j'ai proposée concernant les systèmes anciens (de 500 av J. C. à 1500) j'ai cru utile de mettre l'accent sur les particularités propres aux évolutions de chacune des trois grandes aires centrales. La Chine connaît bien un développement pratiquement continu des origines au milieu du XVIIIe siècle, qui lui a donné une avance stable sur toutes les autres sociétés et une force qui explique qu'elle ait échappé à la colonisation, même après ses défaites de la seconde moitié du XIXe siècle. La croissance quasi régulière de sa population et son expansion au sud du Yang Tse (les chiffres que A. G. Frank fournit à ce sujet sont les mêmes que les miens) témoignent de ce dynamisme (qui vient en contrepoint du discours eurocentrique sur la « stagnation » asiatique) sans pareil pendant deux millénaires. On comprend alors l'admiration que les Européens portaient à son endroit, que j'ai signalée (Cf. Etienne, *L'Europe chinoise*) (12). Le développement de l'Inde (ici encore mes données ne sont pas différentes de celles auxquelles A. G. Frank fait référence), bien que saisissant, a été plus chaotique et est entré en crise plus tôt. Ce qui explique peut être la facilité avec laquelle l'Inde a été conquise par Dupleix, puis les Britanniques. Celui du centre moyen oriental est beaucoup plus douteux. A. G. Frank comme moi, note que la population de la région est restée pratiquement stagnante pendant près de deux millénaires, jusqu'au XIXe siècle. Les techniques de production dans l'agriculture et l'artisanat y ont également peu évolué. On peut donc parler ici de stagnation plutôt que de développement continu. Et si la région paraît « brillante » – en comparaison de l'Europe jusqu'au XIVe siècle – c'est simplement parce qu'elle héritait de son passé encore plus prestigieux. Jusqu'aux premiers siècles de notre ère la région avait été la plus avancée de la planète, en avance même sur la Chine et l'Inde. Mais ni l'Empire byzantin, ni le califat arabe, ni les empires ottoman et persan ne la feront sérieusement progresser au-delà de ce qu'elle avait déjà connu plus tôt.

#### **IV. L'avenir : bouclage du cycle ou invention de nouveau ?**

1. A. G. Frank renonce à chercher, à repérer et à expliquer dans l'histoire universelle les transformations qualitatives des systèmes sociaux – tant aux plans locaux qu'à celui des systèmes mondiaux éventuels – qui pourraient faire que les phases dont celle-ci est constituée se succèdent mais ne se ressemblent pas nécessairement. Il y substitue une vision cyclique monotone d'un éternel recommencement fondée sur une sorte de philosophie populaire fort répandue.

Les deux siècles derniers ont été ceux de l'hégémonie euro-américaine ; aujourd'hui l'Asie « monte » ; pourquoi ne deviendrait-elle pas demain à nouveau ce qu'elle avait été dans le passé, le centre du monde ? On ne compte plus les articles et les livres de style journalistique qui font ce genre de « pronostic », sans jamais pousser très loin l'analyse des défis réels auxquels les sociétés contemporaines sont confrontées. Et comme la plupart de gens des médias qui s'illustrent dans ce genre ne se sont jamais posé la question de l'avenir du capitalisme – qui pour eux est un système d'évidence éternel (« la fin de l'histoire ») – l'Asie serait appelée à se substituer à l'Europe dans le cadre de cette logique éternelle. La thèse de A. G. Frank ne dit rien d'autre, hélas.

De surcroît puisque, pour A. G. Frank, le système a toujours été mondial et identique à lui-même le dernier cycle en voie de bouclage n'est pas différent des précédents, repérables peut être avant 1800 et même avant 1500. Tous ces cycles auraient d'ailleurs été forcément mondiaux, puisque c'est là la seule qualité réelle du système selon A. G. Frank. J'avoue que rien de ce que A. G. Frank et d'autres – qui également ont adopté, trop facilement à mon avis, l'idée de « cycles longs » (et ils sont assez nombreux parmi les auteurs de l'économie mondiale et autour) – ne m'a convaincu de l'évidence de ces « cycles ». L'un de leurs arguments, fort en apparence, est la Peste Noire qui a frappé en Asie et en Europe et entraîné un cycle démographique effectivement à peu près général. Je dirai que ce fait n'a aucun rapport avec notre question. L'expansion de la Peste Noire prouve seulement que la Terre est ronde, que les êtres humains sont des animaux tous également menacés par les mêmes maladies, que l'existence de rapports entre les régions du monde (et ils existaient) en assure la transmission. Ce fait ne prouve en aucune manière que les rapports entre les régions du monde étaient de même nature dans le passé que dans le présent.

En contrepoint avec la vision de l'éternel recommencement cyclique (fut-il inscrit sur un trend de progression générale des forces productives) la méthode que je préconise est fondée sur la distinction entre les cycles éventuels (sans préjuger a priori de leur existence) dans le système capitaliste moderne (après 1800), dans sa phase de mise en place (de 1500 à 1800) et dans les époques tributaires antérieures (avant 1500).

Certes aucun phénomène social, et peut être même naturel, ne se développe d'une manière régulière, continue et indéfinie. Il en est de même, forcément, de l'expansion capitaliste dont les phases de croissance rapide sont nécessairement suivies de moments de réajustements difficiles, offrant au lecteur des séries historiques, l'impression d'une évolution par longues vagues. Cela étant, reconnaître la succession des phases telles que je viens de les définir n'est pas nécessairement admettre une théorie du cycle. Car si les mots ont un sens on ne doit parler de cycle que si des mécanismes définis en reproduisent le mouvement d'une manière monotone. Il faut de surcroît que l'articulation des différentes dimensions de la réalité (les flux économiques, les innovations technologiques, les conflits sociaux et politiques etc.) opère d'une manière identique d'un cycle à l'autre. L'adhésion au principe selon lequel le capitalisme doit être analysé comme système mondial n'implique en aucune manière le principe que l'expansion capitaliste serait soumise à une loi de développement cyclique.

L'analyse de la dimension économique propre dans l'évolution sociale générale trouve, dans le capitalisme, sa justification spécifique tenant au fait que précisément ce système est commandé dans son ensemble directement par les lois de son développement économique dont il importe alors de définir avec précision la nature, les mécanismes, le temps (court ou long) de leur déploiement. On saisit alors mieux la relativité de l'autonomie de l'économique, c'est-à-dire les limites que lui impose l'interaction entre le déploiement de ses lois d'une part et les réactions qu'elles suscitent dans le milieu social dans lequel elles opèrent d'autre part.

On peut sans grande difficulté construire un modèle économique autogénérateur d'un cycle monotone, en mettant en œuvre les deux mécanismes connus du multiplicateur (un revenu additionnel distribué génère une série de revenus induits) et de l'accélérateur (la demande occasionnée par un revenu distribué génère un investissement plus que proportionnel, améliorer le modèle en y greffant un cycle des réponses du crédit et des variations relatives du salaire réel et du profit, l'exprimer dans le cadre

d'une économie nationale fermée ou ouverte, ou dans celui de l'économie mondiale. Tous ces exercices d'économie, ou d'économie politique, sont conçus dans le cadre abstrait rigoureux du mode de production capitaliste, condition nécessaire et suffisante de leur validité. Il est intéressant de noter que les résultats obtenus par ce moyen décrivent bien l'ossature réelle du cycle court (de 7 ans en moyenne) qui jalonne effectivement le long siècle 1815-1945. Après la seconde guerre mondiale un degré de maîtrise plus marqué de la conjoncture paraît s'être imposé, par une intervention plus active de l'Etat, le contrôle du crédit, de la répartition du revenu, de la dépense publique etc.

La réflexion sur les tendances plus profondes du système économique du capitalisme est davantage l'objet de controverses. Les théories concernant les « cycles longs » (dits de Kondratieff) se situent dans ce plan (13). Or ici je partage avec quelques autres une thèse dont je suis conscient qu'elle est tout à fait minoritaire, étant rejetée (ou ignorée) par toute l'économie conventionnelle, les analyses du système monde (qui, toutes, me semble-t-il, admettent le « cycle long ») et les courants dominants du marxisme. La thèse que je défends est fondée sur l'idée que le mode de production capitaliste s'exprime dans une contradiction sociale qui lui est immanente, laquelle entraîne à son tour une tendance permanente du système à produire plus qu'on peut consommer » : la pression sur le salaire tend à générer un volume des profits, voués à l'investissement par la concurrence, toujours relativement trop grand par rapport aux investissements nécessaires pour faire face à la demande finale. La menace de stagnation relative est, dans cette optique, la maladie chronique du capitalisme. Ce n'est pas la « crise » qui doit être expliquée par des raisons particulières, c'est au contraire l'expansion qui est le produit de circonstances spécifiques à chacune des phases de celle-ci (14).

Je prétends que cette contradiction est immanente au mode de production capitaliste au sens plein du terme, c'est-à-dire encore une fois réalisé à travers l'industrie moderne. Je ne propose certainement pas de projeter en arrière cette loi spécifique, ni bien entendu aux époques anciennes, ni même à la transition du capitalisme mercantiliste (1500-1800). Il n'y a aucune tendance à la surproduction, dans aucune société antérieure au capitalisme industriel moderne.

Dans le cadre de cette théorie fondamentale du mode de production capitaliste la discussion des cycles apparents prend une allure toute différente de celle produite par les auteurs de l'école du système monde. Chacune des phases d'essor (successivement 1790-1814, 1848-1872, 1893-1914, 1945-1968) non seulement a ses caractères propres, mais encore est mise en œuvre par des mécanismes qui n'ont rien de « cycliques » en ce sens qu'ils sont différents de nature d'une phase à l'autre. Je renvoie le lecteur à ce que j'ai écrit ailleurs sur ce sujet.

J'ajouterai que la projection en arrière – avant 1800, a fortiori avant 1500 – d'une théorie du cycle implique des amalgames encore plus désastreux et une réduction vulgaire de la conception des rapports entre la base économique et la superstructure politique et idéologique.

La succession des hégémonies est généralement associée à la lecture des « cycles longs » de l'histoire universelle (15).

Le moins qu'on puisse dire est que la rivalité des formations politiques – étatiques, à contenu national ou impérial, ethniques ou tribales etc. – est une réalité autant permanente dans l'histoire que les conflits sociaux à l'intérieur de ces formations. Au point que, en contraste avec l'affirmation de Marx selon laquelle l'histoire était avant tout celle de la lutte des classes, certains ont proclamé que l'histoire était avant tout celle de la lutte des peuples et des nations. Est-il possible d'établir un pont entre ces deux affirmations d'apparence exclusives l'une de l'autre ?

Selon différents auteurs de l'école du système mondial l'histoire du capitalisme – à partir de 1500 selon les uns, peut-être de 1350 selon d'autres – devrait être relue comme celle d'une succession d'hégémonies exercées par une puissance particulière sur l'économie monde capitaliste.

D'une manière générale la thèse du système mondial a trop fait pencher le balancier dans le sens auquel son option de principe appelait ; à savoir la détermination des parties (les Etats) par le tout

(l'économie-monde). Je préfère – avec Szentes (16) – mettre l'accent sur la dialectique de la contradiction interne (national)/externe (système mondial).

Cette attitude conduit immédiatement à nuancer fortement les réponses proposées à la question des hégémonies, qui se succèdent mais ne se ressemblent pas. D'abord, bien entendu, l'hégémonie prétendue dans l'économie-monde du capitalisme n'est pas une hégémonie mondiale. Le monde ne se réduit pas, du XVI au XIXe siècle, à l'Europe et à son appendice américain. Dire que Venise ou la Hollande sont « hégémoniques » n'a pas beaucoup de sens à l'échelle réelle de l'époque. Le dire trop rapidement invitait naturellement au dérapage qui fait dire que Damas, Bagdad, Le Caire et d'autres capitales marchandes de l'Orient indien et chinois, ou même antérieurement l'Égypte, la Mésopotamie, la Phénicie, la Grèce, ont été en leur temps « hégémoniques ». Le terme n'a plus de sens précis.

Mais même à l'échelle de l'économie-monde capitaliste européenne dont je souligne le caractère en formation pour les trois siècles de la transition mercantiliste, je ne vois pas comment on peut qualifier Venise ou les Pays-Bas « d'hégémoniques ». Centres commerciaux et financiers remarquables, certes ; mais bel et bien contraints de compter avec le monde rural féodal qui les enserre de tous côtés et avec les équilibres politiques qu'il implique, à travers le conflit des grandes monarchies. Le traité de Westphalie, en 1648, ne consacre pas hégémonie hollandaise, mais un équilibre européen qui l'annule.

Je conteste même que l'on puisse parler d'une hégémonie britannique au XVIIIe siècle. L'Angleterre conquiert alors des positions avantageuses sur les mers, au détriment de son concurrent français. Mais elle n'est encore ni capable d'affirmer une puissance particulière dans les affaires du continent européen, ni même de dominer véritablement les périphéries potentielles d'outre mer. Son hégémonie ne sera acquise que fort tardivement, après que la Chine et l'Empire ottoman aient été « ouverts » (à partir de 1840), après que la révolte indienne des Cipayes ait été surmontée (1857). L'avance industrielle et le monopole financier de la Grande Bretagne, réels à l'époque, n'entraînent pas de véritable hégémonie. Car cette hégémonie dite mondiale est contrainte de faire avec l'équilibre européen, que l'Angleterre ne domine pas. A tel point qu'à peine l'hégémonie de la Grande Bretagne était-elle constituée (à partir de 1850-1860) que celle-ci allait être mise en question par la montée de ses concurrents, l'Allemagne et les États Unis, à partir de 1880, aux plans industriel et militaire, même si Londres conserve beaucoup plus longtemps une position financière privilégiée.

Je conclurai de ces remarques que l'hégémonie, loin de constituer la règle dans l'histoire de l'expansion capitaliste mondiale, est plutôt l'exception, de courte durée et fragile. La loi du système est plutôt la rivalité durable.

Les choses ont-elles changé depuis ? Où sont-elles en passe de changer réellement ? Par certains aspects l'hégémonie des États Unis après 1945 est effectivement réellement d'un caractère nouveau. Les États Unis ont, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, des moyens militaires d'intervention (fut-ce par la destruction et génocide) de dimension planétaire. Limités de 1945 à 1990 par la bipolarité militaire partagée avec l'URSS, les États Unis sont peut être devenus, ou en voie de devenir, ce qu'avant eux nul n'avait été, sauf Hitler en imagination : les maîtres (militaires) du monde... Mais pour combien de temps ?

**2.** Retour à la question de la montée de l'Asie contemporaine je dirai que celle-ci est fort loin d'avoir la portée que suggère l'imaginaire de la littérature facile à son endroit.

En contre point j'ai mis l'accent sur ce que j'ai appelé les « cinq monopoles » appelés dans l'avenir visible à renforcer les pouvoirs de la triade dans ses rapports avec l'ensemble des périphéries modernes, y compris en voie de développement rapide (en Asie et ailleurs). Ces monopoles renforcent le contrôle global par la triade de l'initiative technologique, des flux financiers, de l'accès aux ressources naturelles de la planète, des communications et des médias, des armements de destruction massive.

Pris ensemble ces cinq monopoles définissent le cadre dans lequel la loi de la valeur mondialisée s'exprime. Loin d'être l'expression d'une rationalité économique « pure », qu'on pourrait détacher de son cadre social et politique, la loi de la valeur est l'expression condensée de l'ensemble de ces conditionnements. Je soutiens ici que ces conditionnements annulent la portée de l'industrialisation des périphéries, dévaluent le travail productif incorporé dans ces productions tandis qu'elles surévaluent la prétendue valeur ajoutée attachée aux activités par lesquelles opèrent les monopoles nouveaux au bénéfice des centres. Ils produisent donc une nouvelle hiérarchie dans la répartition du revenu à l'échelle mondiale, plus inégale que jamais, subalternisent les industries de la périphérie et les réduisent au statut d'activités de sous traitance. La polarisation trouve ici son fondement nouveau appelé à commander ses formes d'avenir.

La crise qui frappe actuellement l'Asie orientale et Sud orientale confirme l'importance que ces monopoles ont déjà pris. S'il est possible que, par le moyen de ses interventions à l'occasion de la crise, le capital transnational dominant parvienne à mettre au pas les pays du Sud-est asiatique qui, en dépit des apparences, ne sont guère sortis du stade d'économies industrialisées périphériques (« ersatz-capitalism ») les choses se présentent d'une toute autre manière en ce qui concerne la Corée – l'exception parmi les pays du tiers monde contemporain – le seul de ces pays qui était parvenu à se construire en une nouvelle économie capitaliste de type central.

Rien d'étonnant alors – pour moi – que la crise financière en cours soit l'occasion pour la diplomatie de Washington et de ses alliés japonais et européens de tenter de démanteler le potentiel coréen. La crise financière que connaît la Corée est une crise mineure, au sens que la France et la Grande Bretagne par exemple en ont connu une dizaine au cours des décennies de l'après guerre sans que jamais il ne soit venu à l'idée des autorités de Washington de proposer ce qu'elles tentent d'imposer à la Corée aujourd'hui. Mineure au sens que le déficit extérieur coréen, mesuré en termes relatifs, par référence au PIB par exemple, et en termes de durabilité (depuis combien d'années) est inférieur à celui des Etats Unis ! Or que voit-on ? Le FMI attribue tout simplement la crise à l'existence de monopoles en Corée (comme si les grandes firmes américaines, japonaises et européennes ne l'étaient pas tout autant !) et propose leur démantèlement et la cession des morceaux les plus juteux aux monopoles américains ! On s'attendrait donc à ce que, par analogie le FMI propose – pour résoudre la crise américaine – de céder Boeing par exemple (qui est un monopole que je sais) à son concurrent européen Airbus (qui est lui aussi un monopole). Tout Français qu'il est Mr Camdessus serait révoqué par ordre de Clinton dans l'heure qui suivrait une proposition aussi saugrenue ! Doit-on alors s'étonner si la presse coréenne n'hésite pas à parler de la nouvelle guerre de Corée, dont l'agresseur désigné est Washington. Cette guerre est, à mon avis, appelée à durer. Elle connaîtra sans doute des hauts et des bas. Mais il n'est pas certain que les Etats Unis et leurs alliés en sortent vainqueurs.

Derrière la Corée se profile la Chine dont l'évolution pèsera certainement plus lourd encore sur l'avenir du système mondial. J'ai suggéré ailleurs plusieurs scénarios possibles concernant cette évolution, qui dépendent largement de ces facteurs internes que A. G. Frank a choisi ignorer délibérément (17).

La longue guerre qui s'amorce est déjà engagé sur le terrain de la mondialisation financière que refusent la Chine, l'Inde, et probablement la Corée, entraînant derrière eux d'autres pays – en Asie du Sud est mais aussi ailleurs, en Amérique latine peut être. Si cette première bataille est gagnée, et permet d'aller au-delà de la tentative du G7 aux abois de « limiter les dégâts » par l'institution de formes de régulation de cette dimension de la mondialisation qui permettraient au capital transnational dominant de rester maître du jeu, alors d'autres batailles pourront être conduites à leur tour dans ce que j'ai appelé la longue transition au socialisme mondial. L'avenir reste ouvert et ne se laisse pas enfermer dans le schéma mécaniste du cycle imaginé par A. G. Frank.

**3.** Les enjeux véritables des luttes à venir ne peuvent pas être réduits à la place que les uns et les autres (la triade, les NPI d'Asie et d'Amérique latine) occuperont dans le système capitaliste de demain. Ils portent sur l'avenir au-delà du capitalisme.

La polarisation immanente au capitalisme mondial, ignorée délibérément par l'idéologie dite libérale, enlève tout leur sens aux propositions de celle-ci. L'intégration dans le système mondial crée en effet, de son fait, une contradiction insurmontable dans le cadre de la logique de l'expansion du capital, puisqu'elle rend illusoire toute tentative pour les périphéries – dont les peuples représentent au moins les trois quarts de l'humanité – de « rattraper », c'est-à-dire d'assurer à ces peuples des niveaux de vie comparables à ceux de la minorité privilégiée des centres.

L'idéologie libérale n'aurait de sens que si elle osait proclamer l'abolition totale des frontières, c'est-à-dire les ouvrir aux migrations de travailleurs comme elle rappelle à les ouvrir aux échanges et aux flux de capitaux. Alors effectivement elle serait logique avec elle-même, proposant par la voie capitaliste l'homogénéisation des conditions sociales à l'échelle mondiale. Cette ouverture n'est pas à l'ordre du jour, simplement parce que le fait national en interdit la perspective. Que les raisons invoquées à ce titre soient acceptables ou non – aux plans politiques, idéologique et culturel – n'est pas la question. Le fait est là. Les défenseurs de l'idéologie libérale diront alors que l'ouverture aux flux d'échanges et aux capitaux est un « second best ». Cela n'a pas beaucoup de sens puisque l'ouverture dans ces conditions limitées est la cause de la polarisation, qui est inacceptable. Autant dire que la mort est le second best après la vie ! L'idéologie libérale est donc une supercherie pure et simple. Car le « second best » véritable doit être défini sur la base du critère de sa capacité de réduire la polarisation. Dans cet esprit la logique veut que si les flux migratoires doivent être contrôlés, l'ouverture aux échanges et aux flux de capitaux doit l'être en parallèle. C'est pourquoi la « déconnexion » est incontournable, et définit l'une des conditions essentielles simultanément pour un dépassement du capitalisme et une réduction progressive de la polarisation.

La thèse selon laquelle aucune société ne peut échapper au défi permanent de la mondialisation (capitaliste), que le « développement » n'est rien d'autre que le développement au sein de ce système et qu'il n'y a pas de « développement autonome » possible en dehors de lui, s'attache au seul fait réel – c'est-à-dire que le développement capitaliste est bien ainsi – mais renonce d'emblée à l'idée qu'il soit possible de « changer le monde ».

Parce qu'il est nécessaire de distinguer ces deux plans, j'ai proposé de ne pas confondre les deux concepts d'expansion capitaliste et de développement, même si dans l'usage courant la confusion est hélas fréquente. L'expansion capitaliste est par nature polarisante. Le développement doit être, par définition, d'une nature différente de manière à surmonter cette polarisation. Le concept de développement est par essence, selon moi, un concept critique du capitalisme.

L'idéologie du développement qui a dominé la scène de l'après seconde guerre mondiale n'a pas fait clairement cette distinction. Pour les uns – les bourgeoisies nationales du tiers monde de l'ère de Bandung (1955-1975) – le « développement » avait pour objectif de « rattraper » en restant dans le système mondial, par le moyen de politiques d'Etat adéquates (nationalisations, industrialisation etc.). Pour les autres – les Etats dits socialistes ; ce même objectif (« rattraper », qui implique des similarités évidentes) était mélangé avec des lambeaux de l'objectif contradictoire de construire une « autre société ».

Par ailleurs, la croissance exponentielle incontrôlable produite par la logique du mode de production capitaliste est, comme l'ont redécouvert les écologistes, suicidaire. Le capitalisme à la fois comme mode de production et système mondial est donc simultanément suicidaire et criminel, impliquant éventuellement des génocides massifs dans ses périphéries appelées à la révolte.

Le monde s'engage dans une phase nouvelle de l'histoire que la méthode de A. G. Frank ne permet pas même de soupçonner. Une phase de longue transition du capitalisme mondial au socialisme mondial qui, peut être comme la longue phase 1500-1800, sera caractérisée par le dialectique à la fois complémentaire et conflictuelle des forces qui continueront à agir dans la logique de la reproduction des rapports sociaux propres au capitalisme et de celles qui imposeront d'autres logiques sociales, du nouveau à inventer (18)

## V. Considérations finales concernant l'eurocentrisme

1. L'eurocentrisme est une forme de ce que j'appelle d'une manière générale le culturalisme. J'entends par là l'affirmation qu'il y aurait dans les « cultures » propres aux différents peuples des invariants transhistoriques. Dans le cas spécifique de l'eurocentrisme j'ai cru déceler différentes versions de cette affirmation, attribuant le « génie européen » soit à l'ancêtre grec (la civilisation européenne aurait porté en elle depuis les Grecs le sens prométhéen, et/ou le concept de démocratie), soit au « génie du christianisme » (ou de la tradition dite judéo-chrétienne), soit plus banalement aux gènes de la « race ». Il s'agit dans tous les cas de mythologies, fabriquées dans les temps modernes pour légitimer la domination européenne dans le système capitalisme mondial. Car la Grèce ancienne n'avait rien à voir avec l'Europe de son temps – périphérie dans le système de l'époque. La Grèce a été, avec l'Égypte, la Mésopotamie, l'Iran, l'un des éléments constitutifs du centre moyen oriental tributaire ultérieur. Hellénisme, Christianisme, Islam ont été les formes successives de cette construction tributaire. Quant au Christianisme, il a été vécu d'abord comme philosophie de l'aliénation propre à ce système tributaire avant d'être contraint, par la transformation capitaliste ultérieure, de s'ajuster aux exigences nouvelles de la société moderne. J'ajoutais également que la filiation Judaïsme-Islam est certainement plus forte que celle qui caractérise la continuité judéo-chrétienne. L'eurocentrisme, ainsi compris, est effectivement une idéologie qui permet à ses défenseurs de conclure que la « modernité » (et/ou le capitalisme) ne pouvaient naître qu'en Europe, qui l'a offert par la suite aux autres peuples (« la mission civilisatrice »).

La mode est aujourd'hui au culturalisme. Il y a en effet d'autres affirmations de même nature, qui s'expliquent comme des réactions à l'eurocentrisme. Islamistes, hindouistes, partisans de l'africanité ou de la spécificité asiatique, indigénistes de toutes espèces prolifèrent et prétendent de la même manière qu'il y a dans leur « culture » des invariants transhistoriques, dont ils affirment au demeurant la supériorité sur ceux dont l'Occident eurocentrique se glorifie. Oui, nous sommes fondamentalement différents disent les uns et les autres. C'est pourquoi j'appelle ces culturalismes des eurocentrismes inversés. Les uns et les autres d'ailleurs acceptent de se soumettre aux mêmes rigueurs du capitalisme. La manipulation des culturalismes n'est donc jamais difficile à mettre en œuvre, le cas échéant.

2. J'ai refusé et refuse catégoriquement l'argument culturaliste. Les cultures, religions, incluses, comme le reste, se transforment, s'ajustent aux exigences du temps, ou y résistent ... et dépérissent, évacuent la scène.

J'ai donc toujours cherché à développer des systèmes conceptuels qui permettent de comprendre que l'histoire est universelle, qu'elle n'est pas constituée de segments juxtaposés irréductibles les uns aux autres. La spécificité concrète qui existe toujours (chaque société, à chaque moment de l'histoire a ses spécificités) – s'explique par l'universalité des « lois » (si on les appelle ainsi) qui commandent la vie sociale. C'est la raison même pour laquelle j'ai critiqué le prétendu mode de production asiatique dès 1957. C'est ce souci d'universalisme qui m'a amené à proposer les concepts de famille communautaire et de famille tributaire comme éléments constitutifs communs à toutes les sociétés antécapitalistes, par delà la variété infinie des formes communautaires et tributaires.

Parce que les mêmes contradictions fondamentales caractérisent toutes les sociétés tributaires, j'ai dit que celles-ci, ne pouvaient les surmonter qu'en inventant le capitalisme ; et que cette invention était à l'ordre du jour dans l'ensemble des mondes tributaires, pas seulement en Europe.

Mais l'Europe a été plus vite que d'autres, pourtant plus avancés depuis plus longtemps. Pour quoi ? C'est pour répondre à cette question que j'ai introduit les concepts de mode tributaire achevé (central) et de mode tributaire périphérique. Le féodalisme est, dans cette analyse un mode périphérique issue de la greffe des systèmes communautaires des Barbares sur le système tributaire romain. Ce caractère périphérique se manifeste par l'émiettement du système de pouvoir qui caractérise le féodalisme, qui tranche avec sa centralisation marquée dans les modes achevés. A son tour ce « retard » dans la formation tributaire européenne rend compte des spécificités de la monarchie absolue qui ne se constitue qu'à l'époque moderne, en concomitance avec le mercantilisme. Autrement dit parce que

périphérique le modèle tributaire européen (féodal) s'est révélé plus flexible, favorisant par là même l'accélération de l'évolution historique. Cette lecture de l'histoire comparée, qui n'a rien à voir ni avec l'ancêtre grec, ni avec la christianophobie (fut-ce celle réservée au protestantisme comme chez Weber), est fondée sur des concepts universels et exclusivement universels. Elle explique le particulier par le général. Elle est fondamentalement non culturaliste, non eurocentrique.

3. Le capitalisme n'est pas un stade technologique plus avancé, ni seulement un mode de production comme on l'entendait dans une définition stricte du terme. C'est, comme tout modèle de société, un tout, dont les facettes sont multiples. Le capitalisme a donc produit une culture, sa culture, comme le système tributaire avait produit la sienne. Et si j'emploie ici le singulier – le système tributaire, la culture tributaire – c'est pour bien marquer que, par delà la variété des formes de leurs expressions, ces cultures partageaient en commun des caractères fondamentaux identiques, que j'ai qualifiées d'aliénation tributaire. De la même manière la culture du capitalisme se définit par sa forme propre d'aliénation, l'aliénation marchande. Le *Moneytheism* se substitue au Monotheism. Le « marché » des idéologues du système fonctionne comme naguère Dieu. Je parle donc de culture capitaliste et refuse la qualification vulgaire dominante de « culture occidentale », produit combiné de l'affirmation eurocentrique des uns (les vainqueurs du système), et par l'eurocentrisme inversé des autres (les vaincus).

S'il en est ainsi, s'il y a problème comme on dit, c'est parce que l'expansion capitaliste a toujours été – et demeure – polarisante. De ce fait la culture universelle qu'elle propose est vécue – comme le reste c'est-à-dire la réalité des conditions économiques faites aux peuples de la périphérie – comme tronquée.

Il n'y a pas de conflit des cultures. Derrière son apparence éventuelle se profile le vrai conflit, celui des sociétés. Dans cette perspective la modernité ne saurait être « rejetée » dans la perspective illusoire d'un retour au passé. Il faut au contraire en poursuivre le développement, mettre un terme à son caractère tronqué. Mais pour cela il faut aller « au-delà du capitalisme ».

Autrement dit pour combattre sérieusement l'eurocentrisme qui accompagne très logiquement le caractère polarisant de l'expansion capitaliste il faut admettre ce que A. G. Frank ne veut pas imaginer : que le changement dans l'histoire est possible, que l'invention du nouveau est nécessaire. A défaut les sociétés modernes continuent à s'enliser dans des combats obscurs qui ne conduisent à rien qu'à l'autodestruction de l'humanité.

## NOTES

(1) Samir Amin, *Classe et Nation dans l'histoire et la crise contemporaine*, Edition de Minuit, Paris, 1979 ; Chapitre III et IV (pp 54-103).

Samir Amin, *L'Eurocentrisme*, Edition Anthropos – Economica, Paris 1988.

Le lecteur y trouvera mes développements concernant les formes centrales et périphériques du mode tributaire, le développement inégal dans l'histoire et une lecture non eurocentrique de l'histoire universelle, complétée par la critique de l'idéologie culturaliste de l'eurocentrisme. Seules les conclusions de ces développements sont rapidement résumées dans le texte qui suit.

Cf. également :

Samir Amin et André Gunder Frank, *L'accumulation dépendante*, Edition Anthropos, Paris 1978.

(2) Cf. l'exposé des concepts du système social et du capitalisme chez Marx, Braudel et Polanyi.

Samir Amin, *Les défis de la mondialisation*, L'Harmattan, Paris 1996, Chapitre V, pp 131-146.



(3) Cf. la question du « territorialisme » (la propension à étendre la zone commandée par un centre politique unique).

Samir Amin, *Les défis de la mondialisation*, (op.cit.), pp 152-157.

(4) Cf. ma critique, entre autre, du germano centrisme de Weber.

Samir Amin, *Les défis de la mondialisation*, (op.cit.), p 71.

(5) Samir Amin, *Les défis de la mondialisation*, (op.cit.), Chapitre IV (pp 111 et suivantes), *L'avenir de la polarisation mondiale*.

Analyse des forces qui, à travers les « cinq monopoles » de la triade, reproduisent une polarisation approfondie, en dépit de l'industrialisation des périphéries.

Analyse des rapports entre l'armée de réserve et l'armée active du prolétariat à l'échelle mondiale (à propos des thèses de Giovanni Arrighi, *Le Grand tumulte*). Ibid. p 79.

Analyse du débat concernant les semi-périphéries. Ibid. pp 82-84.

Analyse des phases de financiarisation du capitalisme, dans sa phase achevée et dans sa phase mercantiliste (à propos des thèses de Giovanni Arrighi, *The long XXth Century*), Ibid. pp 157-165.

(6) Samir Amin, *Les défis de la mondialisation*, (op.cit.),

Chapitre I : *Les systèmes régionaux anciens* (pp 5 et suivantes).

Chapitre II : *Le rôle de l'Asie Centrale dans le système tributaire de l'ancien monde* (pp 69 et suivantes).

(7) Michael Mann, *The Sources of Social Power*, Vol. I, to 1760, Cambridge, University Press, 1986.

Cf. également mes observations concernant la question des civilisations centrales.

David Wilkinson, *Comparative civilisation*, Review, N° 17, 1987, Binghamton.

Samir Amin, *Les défis de la mondialisation*, (op.cit.), p 98.

(8) Janet Abu Lughod, *Before European hegemony, the world system*, AD 1250-1350, Oxford University Press, 1989.

K. N. Chaudhuri, *Trade and civilization in the Indian Ocean, An economic history from the Rise of Islam to 1750*, Cambridge University Press, 1985.

John Fitzpatrick, *Wars, States and Markets in North East Asia, 800-1400 AD*, ISA, Vancouver, 1991.

G. Coedes, *Les Etats hindouisés d'Indochine et d'Indonésie*, Edition de Broccard, Paris 1948.

Voir également quelques exemples de dérapages provoqués par la projection des hypothèses de l'économie-monde sur les périodes antérieures à 1500 (Samir Amin, *Les défis de la mondialisation*, (op.cit.), pp 101-102).

(9) Dans ce qui suit, résumé de mes conclusions Cf. *Classe et Nation*, op.cit., Chapitre III et IV.

(10) J. M. Blaut, *Colonialism and the Rise of Capitalism*, *Science and Society*, 1990. Fourteen Ninety Two, texte non publié, 1991 Cf. mon commentaire :

Samir Amin, *A propos of Colonialism and the Rise of Capitalism*, Science and Society, VOL. 54, N° 1, 1990.

(11) Jean Chesneaux et Marianne Bastid, *La Chine*, Vol. I, *Des guerres de l'opium à la guerre franco-chinoise*, 1840-1885, Edition Hatier, Paris 1969, p 43.

(12) Etiemble, *L'Europe chinoise*, Gallimard

(13) Mes développements concernant les cycles longs, Cf. *Les défis de la mondialisation*, (op.cit.), pp 88-91.

Je ne vois pas d'inconvénient à qualifier de « cycles Kondradieff » les phases dites A d'expansion et B de crise et d'ajustement de la reproduction capitaliste. Au-delà de ces querelles sémantiques, je discute ici la nature de ces « cycles ».

(14) Je partage cette vision de la contradiction fondamentale de l'accumulation capitaliste avec Baran, Sweezy et Magdoff. Cf. Samir Amin, *Les défis de la mondialisation*, (op.cit.), p 87.

(15) Cf. mes développements concernant les hégémonies et les rivalités, *Les défis de la mondialisation*, (op.cit.), pp 91-94.

(16) Tamas Szentes, *Theories of World Capitalist Economy*, Akademiai kiado, Budapest, 1985.

(17) Samir Amin, *Les défis de la mondialisation*, (op.cit.), Chapitre VII, pp225 et suivantes (Le projet de la Chine maoïste)

(18) Samir Amin, *Les défis de la mondialisation*, (op.cit.), pp 166-185 (Les enjeux de la mondialisation) et conclusion, pp 309 et suivantes. (Retour sur la question de la transition socialiste).